

Proparco compte augmenter sa mise au Maroc

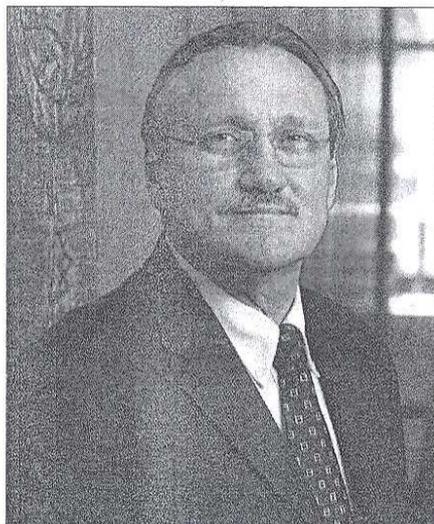
• Elle veut passer de 150 millions à 200 millions d'euros en deux ans

• La filiale de l'AFD prête à financer les énergies renouvelables

La Société de promotion et de participation pour la coopération économique (Proparco) a engagé plus de 100 millions d'euros au Maroc et compte atteindre 200 millions d'euros au cours des deux prochaines années. De passage à Casablanca, son directeur général, Claude Périou, a signé un accord de prêt avec le groupe Banque Populaire. Un prêt qui consiste en la mise en place d'une 2e ligne de financement d'un montant de 30 millions d'euros pour une maturité de 10 ans. Une opération destinée à financer les activités de CIB Offshore, la plateforme du groupe en matière de financement en devises, basée à Tanger.

- **L'Economiste:** Vous avez rencontré les dirigeants des banques au Maroc. Quels sont les résultats de vos échanges?

- **Claude Périou:** Nos relations avec les banques se sont forgées dans la durée. L'exemple le plus représen-



Claude Périou, directeur général de Proparco: «Les opérateurs que nous sélectionnons ne sont pas supposés prendre de risques de change» (Ph. Proparco)

tatif est celui de BMCE Bank, actionnaire de Proparco depuis près de 15 ans. Avec la BMCE nous avons monté plusieurs opérations telles que le refinancement des activités sur le marché domestique ou encore le développement en Afrique. Nous avons rencontré la direction générale d'Attijariwafa bank et le président du Groupe Banque Populaire, une banque avec laquelle nous venons de signer une troisième opération, pour un montant de 30 millions d'euros. Nous examinons les modalités d'accompagnement de ces banques dans leur développement à la

fois au Maroc et en Afrique.

- **Concrètement, quels genres de projets ciblez-vous?**

- Nous assistons déjà la BMCE à la création de banques de détail en Afrique par le réseau de Bank of Africa. Nous sommes dans l'actionnariat de Attijari Bank Mauritanie et avons d'autres pistes d'intervention comme le refinancement des opérations des banques. Nous apportons des devises étrangères par exemple en euros ou en dollars à des banques marocaines pour qu'elles puissent refinancer des opérateurs, lesquels ont besoin de ressources en devises pour leur croissance.

- **Vos produits ne sont pas suffisamment mis en avant par les banques. Ils sont même méconnus des entreprises.**

- Le financement du secteur privé est la raison d'être de Proparco. Nous avons plusieurs outils dont l'investissement en capital que nous effectuons via des fonds d'investissement partenaires ou en direct. Nous avons financé ici il y a quelques années le secteur du tou-

lions d'euros sur les deux prochaines années. Pour l'ensemble de la région, nous sommes à 290 millions d'euros, un montant que nous souhaitons augmenter à 400-500 millions durant les trois prochaines années.

- **Quel est l'impact de la hausse du cours de l'euro sur vos finances?**

- Nous ne prêtons qu'aux opérateurs pour lesquels la ressource en devise n'est pas pénalisante. Il faut que ce soit des opérateurs qui exportent et génèrent des recettes en devise par leurs opérations offshore. Les opérateurs que nous sélectionnons ne sont pas supposés prendre de risques de change.

- **Des prises de participation directe dans des entreprises marocaines sont-elles envisagées?**

- Nous avons une activité en micro-finance importante qui représente 8% de nos encours totaux au Maroc auprès d'Al Amana et de la Fondation Attawfiq Micro-Finance; ce portefeuille ne comprend pas de prises de participation mais des dettes subordonnées. Nous examinons actuellement des projets dans le domaine financier et industriel. Nous étudions la possibilité de prendre des

La composante développement durable

LE développement durable est un pilier important de la stratégie du groupe. «La France abritera dans deux ans la conférence des parties sur le climat (COP 21) qui fait suite aux efforts de Kyoto. Nous souhaitons durant cette période être actifs dans le secteur du climat, l'efficacité énergétique du bâtiment, les énergies renouvelables...», souligne Claude Périou, directeur général de Proparco. Au Maroc, Proparco avait financé des fermes éoliennes au Nord. Depuis, une grande partie des opérations ont été effectuées par les opérateurs publics et des financements ont été accordés par l'AFD, notamment dans le solaire. «Si des acteurs privés décident d'investir dans les énergies renouvelables, nous pourrions y participer», poursuit Périou. Avant tout investissement, Proparco mesure l'impact en matière de développement durable. Les projets sont évalués en fonction du modèle économique et financier qui permet la prise de risque. Une attention particulière est également accordée à la contribution des projets en termes de création de valeur. Les critères de la SFI en matière de développement et de protection de l'environnement sont également pris en compte. Proparco attache aussi beaucoup d'importance aux questions du genre, de la lutte contre le blanchiment, le financement du terrorisme... «L'ensemble de ces éléments nous amène à avoir des dispositifs parfois relativement lourds et complexes, mais nous espérons qu'ils permettent que nos projets contribuent à un monde durable». □

risme. Nous disposons aussi d'autres produits comme la garantie. Nous utilisons ces outils pour avoir une action efficace.

- **Quel est le niveau d'engagement de Proparco au Maroc?**

- Le bureau du Maroc est responsable de toute la région Afrique du Nord, Maghreb et Egypte. Nous avons des engagements de 150 millions d'euros et nous comptons atteindre 200 mil-

participations ou de réaliser des interventions en haut de bilan auprès d'opérateurs marocains notamment pour leur développement en Afrique. Ce type d'opérations est dorénavant au cœur de la stratégie de Proparco. □

Propos recueillis par
Khadija MASMOUDI